

Note de conjoncture

> L'analyse économique de FranceAgriMer



• Septembre 2018

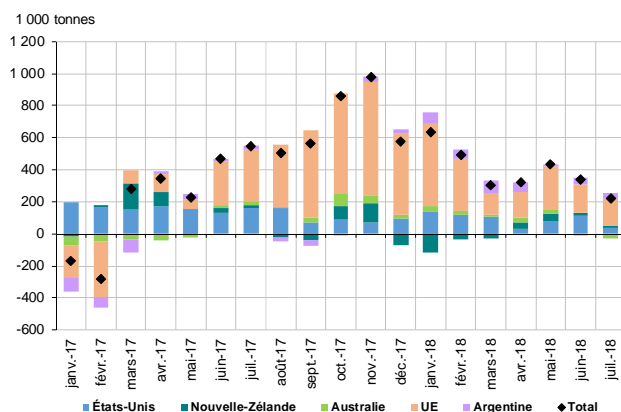
Marché mondial

La collecte mondiale tirée par les pays d'Amérique et la Nouvelle-Zélande

Le ralentissement de la croissance de la collecte « mondiale » (des cinq principaux pays exportateurs : Argentine, Australie, États-Unis, Nouvelle Zélande, Union européenne) s'est confirmé pendant l'été, en particulier dans l'Union européenne. En cumul sur juin-juillet, la hausse s'est établie à +1,2 %, soit 570 milliers de tonnes supplémentaires.

Sur les sept premiers mois de l'année 2018, la collecte « mondiale » affiche une progression de 1,7 % par rapport à 2017 (+ 2,84 millions de tonnes).

Écarts mensuels de collecte (n - (n-1))



Sources : Eurostat, USDA, DCANZ, Dairy Australia, Clal.it

L'**Australie** est confrontée depuis quelques mois à une grave sécheresse survenue en plein hiver austral et qui a stoppé la croissance de la collecte de lait. Ainsi, sur juin-juillet 2018, la production de lait a diminué de 2,7 % soit environ 37 000 tonnes. Les conséquences pourraient durer puisque la pousse de l'herbe a été affectée, les stocks de fourrage s'amenuisent et les éleveurs sont contraints de réduire leur cheptel faute de pouvoir le nourrir. D'autant plus que les pluies ne sont toujours pas revenues.

La situation est meilleure en **Nouvelle-Zélande** où le redressement de la collecte s'est confirmé en juin et

juillet, même s'il s'agit des mois de creux de production : + 8,0 % sur ces deux mois par rapport à la même période de 2017, soit + 37 000 tonnes. En cumul depuis le début de l'année, la collecte est en repli de 0,6 % (en raison de la baisse du 1^{er} trimestre). Le prix du lait est quasi stable autour de 310 €/tonne et en légère hausse par rapport à celui pratiqué un an plus tôt en monnaie locale.

La collecte est en progression aux **États-Unis** depuis janvier 2014, même si les hausses sont moins prononcées ces derniers mois : +1,4 % en juin et seulement +0,4 % en juillet. Dans le même temps, le prix du lait payé au producteur s'affiche toujours en repli par rapport à 2017, comme c'est le cas depuis le début de l'année. En cumul sur sept mois, la collecte est en hausse de 1,1 %, soit de 623 000 tonnes.

En **Argentine**, la reprise de la production laitière se confirme, avec des croissances de 4,8 % en juin et 4,1 % en juillet. En cumul depuis le début de l'année, la hausse s'établit à 6,8 %, ce qui représente 350 000 tonnes supplémentaires.

L'Argentine n'est pas le seul pays d'Amérique du Sud dont la collecte progresse : en Uruguay, elle est en hausse de 6,5 % sur 7 mois, quand celles du Brésil et du Chili sont stables sur le 1^{er} semestre. Même constat en Amérique du Nord, où la collecte du Canada affiche une augmentation de 5,2 % sur 6 mois. En Europe, la Russie (+1,4 % sur 7 mois) et la Biélorussie (+0,9 % sur 7 mois) montrent une légère croissance de leurs disponibilités.

Un commerce mondial de produits laitiers moins dynamique depuis mai

Le commerce « mondial » de produits laitiers (représenté par celui des cinq principaux exportateurs) a marqué le pas entre mai et juillet 2018. En effet, en cumul sur ces trois mois, en comparaison à la même période de l'année précédente, les exportations de fromages ont reculé de 0,9 %, celles de poudre de lait écrémé de 6,0 % et celles de poudre grasse de 8,9 %. On peut toutefois

noter une reprise des ventes de fromages et de poudre grasse en juillet.

Seules les exportations de **beurre** sont restées orientées à la hausse au fil des mois (+ 7,8 % sur mai-juillet), pour dépasser de 27 800 tonnes le niveau de 2017 sur les sept premiers mois de l'année (+ 6,3 %). Le commerce de beurre a été dynamisé par la Nouvelle-Zélande (+ 10,4 %) et les États-Unis (+ 71 %). Le beurre néo-zélandais a été destiné à des marchés très diversifiés : Asie (Chine, Philippines), Australie, Proche et Moyen-Orient (Arabie Saoudite, Iran, Émirats Arabes Unis), Afrique du Nord (Égypte), Union européenne... quand les États-Unis se sont concentrés sur le Canada (+ 38 %) et le Mexique (+ 286 %).

Sur sept mois, les exportations de **poudre de lait écrémé** sont en hausse de 4,1 % (+ 48 300 tonnes), grâce exclusivement aux États-Unis, seul pays à avoir développé ses ventes vers de nombreuses zones, notamment le Mexique (+ 18,7 %) où il a repris des parts de marché, et l'Asie du Sud-Est (Philippines, Indonésie, Vietnam, Malaisie...). Les autres grands exportateurs ont encaissé des baisses de leurs ventes de poudre de lait écrémé entre mai et juillet : - 30,6 % pour la Nouvelle-Zélande, - 27,2 % pour l'Australie, - 54,9 % pour l'Argentine et - 8,4 % pour l'Union européenne et ont probablement subi la concurrence des États-Unis qui bénéficient d'un prix plus compétitif.

Les exportations de **poudre grasse** se sont établies, en cumul sur sept mois, au même niveau qu'en 2016 sur la même période, suite à une hausse de 1,2 % par rapport à 2017 (+ 12 900 tonnes). Le développement des ventes est modeste de la part de la Nouvelle-Zélande (+ 0,5 %) en raison d'un creux en mai et juin. Le pays s'était emparé du marché algérien en début d'année mais le repli de ses ventes a concerné également ce débouché : en cumul sur 7 mois, la hausse des exportations vers l'Algérie n'est plus que de 4 800 tonnes contre + 33 200 tonnes sur 4 mois. L'Australie, les États-Unis et l'Argentine ont accru leurs expéditions, profitant du recul de la Nouvelle-Zélande pour approvisionner la Chine et l'Asie du Sud-Est mais également le Mexique dans le cas des États-Unis.

En ce qui concerne les **fromages**, les volumes exportés collent aux hauts niveaux de 2017 depuis le mois de janvier et sont en moyenne stables en cumul sur 7 mois. La hausse des ventes étatsuniennes et australiennes a compensé le recul enregistré en Nouvelle-Zélande, alors que les exportations européennes sont stables. Le Japon est un des principaux importateurs et sa demande ne cesse de progresser. États-Unis, Nouvelle-Zélande, Australie en sont des fournisseurs de plus en plus importants, parfois aux dépens d'autres débouchés.

Une perte de compétitivité des produits laitiers européens sur le marché mondial

L'été a été caractérisé par une baisse des cours des produits laitiers industriels sur le marché mondial avant que la tendance ne s'inverse. Mais surtout, un décrochage entre les prix européens et ceux d'Océanie ou des États-Unis a pu être constaté sur

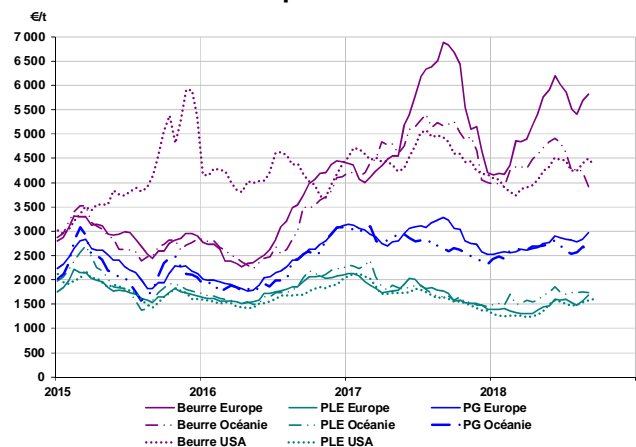
certaines produits, conséquence notamment de l'évolution du taux de change.

Ainsi, les cours du **beurre** en Europe sont restés supérieurs à 5 500 €/tonne quand ceux des États-Unis ont culminé à 4 900 €/tonne et ceux d'Océanie à 4 500 €/tonne. En Australie et aux États-Unis, les fabrications de beurre sont en hausse respectivement de 10,9 % sur 6 mois (+ 2 500 tonnes) et 3,6 % sur 7 mois (+ 18 300 tonnes) ce qui a permis de détendre quelque peu le marché du beurre ; les prix du beurre sont globalement en repli depuis le mois de juin, ce qui renforce l'effet « taux de change ». Ainsi, malgré une augmentation de l'offre dans l'Union européenne également (+ 1,8 % sur 7 mois, soit + 23 600 tonnes), les prix moins compétitifs ont freiné les exportations européennes.

Les cours de la **poudre de lait écrémé** ont continué leur lente progression, grâce à une demande plus dynamique qui permet d'absorber non seulement les nouvelles fabrications mais aussi les volumes de stocks communautaires remis sur le marché. Selon les zones, ils restent inférieurs de 16 à 24 % en cumul sur 35 semaines aux prix enregistrés sur la même période de 2017 mais affichent une progression de 15,9 % en Océanie, 20,3 % aux États-Unis et 21,5 % en Europe depuis la semaine 1 de 2018. Les États-Unis bénéficient sur ce produit d'une bonne compétitivité prix alors que la poudre de lait écrémé océanique est la plus chère.

Si en Europe les cours de la **poudre grasse** ont enregistré une hausse depuis la semaine 31, l'évolution a été inverse en Océanie, ce qui a amplifié l'impact du taux de change. Ainsi, en semaine 35, le prix européen est de 2 977 €/tonne quand celui d'Océanie s'est établi à 2 550 €/tonne. Dans ces deux régions, les cours moyens de 2018 sont en repli de 9 à 10 % par rapport à 2017.

Cours mondiaux des produits laitiers industriels



Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

Les cours du **lactosérum** repartent à la hausse que ce soit en Europe ou aux États-Unis, mais restent inférieurs respectivement de 22,9 % et 44,2 % par rapport à 2017. Il existe en semaine 35 un différentiel d'environ + 150 €/tonne du prix européen par rapport au prix étatsunien.

Le prix du **fromage** (cheddar, en Océanie) a été globalement orienté à la baisse entre fin mai et fin août (- 10,9 % entre la semaine 21 et la semaine 35)

et est en moyenne en repli de 9,3 % par rapport à 2017 depuis le début de l'année.

Marché européen

L'impact des conditions climatiques estivales difficiles devrait s'observer sur le long terme

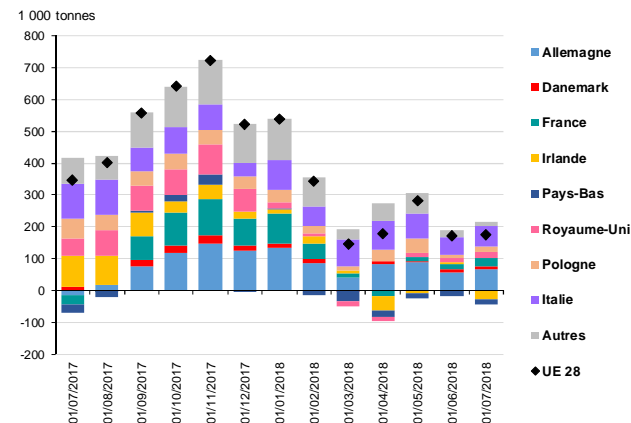
Depuis le printemps, une sécheresse touche une partie de l'Europe. Elle a été amplifiée pendant l'été par des températures caniculaires. Ces phénomènes climatiques ont plus particulièrement concerné les pays du nord de l'Europe : Danemark, Pays-Bas, Belgique, Royaume-Uni, Irlande, nord de l'Allemagne et de la Pologne, sud de la Suède et est de la France. Le manque d'eau a eu des conséquences sur la pousse de l'herbe, la récolte de céréales et celle de fourrages, moins bonnes que en qualité et/ou en quantité.

Néanmoins, le ralentissement de la hausse de la collecte de lait observé depuis le mois de mars ne semble pas avoir été intensifié par cette sécheresse, du moins jusqu'en juillet, dernier mois de données disponibles. En effet, la collecte européenne reste ce mois-là en croissance de 1,3 % par rapport à juillet 2017 (source Eurostat), une progression équivalente à celle de juin.

Deux pays affichent une collecte en repli en juillet : aux Pays-Bas (-1,2 %) il s'agit des effets de l'application de la directive phosphates dans les élevages, possiblement combinés aux conditions météorologiques ; en Irlande (-3,1 %), la baisse est due aux épisodes successifs d'incidents climatiques (le printemps ayant été particulièrement humide). La production des autres principaux pays producteurs de lait de vache reste en hausse mais parfois moins marquée que lors des mois précédents. C'est le cas en Pologne (+1,7 % en juillet) et au Royaume-Uni (+1,5 %). Au contraire, la collecte reste à ce stade dynamique en Allemagne (+2,4 %), au Danemark (+2,5 %) et en Italie (+6,8 %).

En cumul sur sept mois, la collecte de l'Union européenne a atteint 89,7 millions de tonnes, en augmentation de 2,0 % par rapport à la même période de 2017 (soit +1,73 million de tonnes).

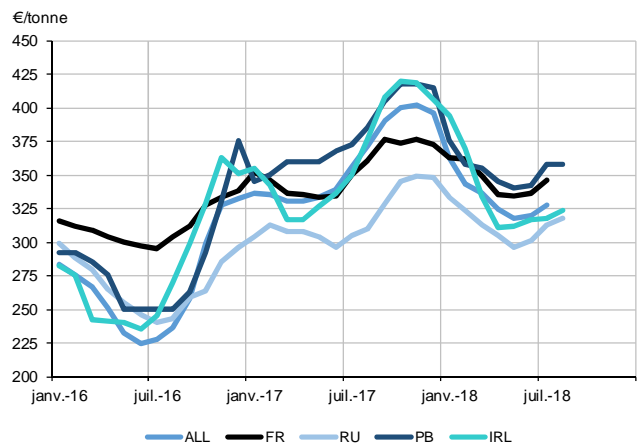
Écarts mensuels de la collecte de l'Union européenne (n - (n-1))



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

D'autres conséquences sont en revanche déjà visibles en Grande-Bretagne et en Allemagne où les abattages de vaches ont enregistré de fortes hausses en juillet (+21,5 % en Irlande, +18,8 % au Royaume-Uni, +20 % en Allemagne), entraînant des chutes des prix de la viande. En outre, nombreux sont les pays où les éleveurs ont d'ores et déjà entamé leurs réserves de fourrages de l'hiver. La substitution avec des aliments achetés devrait s'avérer difficile compte tenu de la hausse des prix des céréales consécutive aux mauvaises récoltes. La moindre qualité des fourrages pourrait aussi affecter la productivité des vaches. Les effets de la sécheresse pourraient donc durer jusqu'au printemps 2019 et la collecte européenne pourrait décroître dès septembre 2018.

Évolution du prix du lait payé au producteur dans l'Union européenne



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

La stabilisation des prix du beurre au-dessus de 5 500 €/tonne depuis le mois de mai et la remontée progressive des cours de la poudre de lait écrémé (néanmoins toujours sous le prix d'intervention), dans un contexte de ralentissement de la collecte, ont stoppé le repli du prix du lait observé dans l'Union européenne depuis décembre 2017. En juillet 2018, la plupart des prix se sont établis entre 325 et 350 €/tonne. Aux Pays-Bas, il atteint 357,5 €/tonne un prix quasi équivalent à celui pratiqué au Danemark (358,1 €/tonne). Au Royaume-Uni, il reste en revanche sous la barre des 320 €/tonne.

Le repli attendu de la collecte et donc des disponibilités pourrait conduire à une nouvelle revalorisation du prix lait dans les prochains mois.

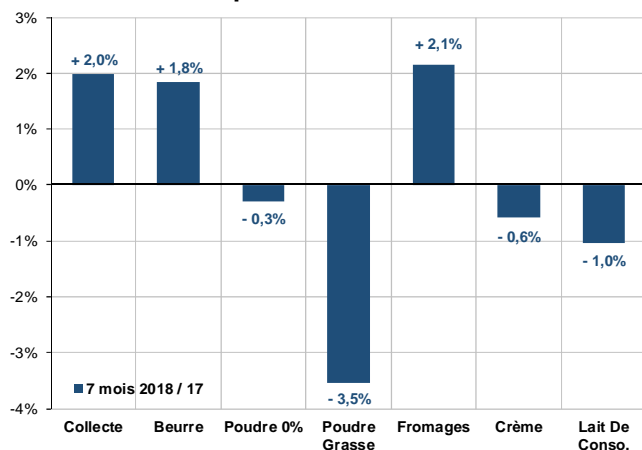
Fabrications : l'accent mis sur le beurre et les fromages

Deux produits voient leurs fabrications se développer en 2018. Il s'agit tout d'abord des fromages dont la production est dynamisée par la demande à l'exportation et des prix orientés à la hausse depuis le début de l'année. Depuis janvier, les volumes produits sont chaque mois supérieurs à ceux de 2017. Les fabrications ont ainsi augmenté de 2,1 % en cumul sur janvier-juillet, soit de 115 300 tonnes. La plupart des grands producteurs de fromages ont participé à cette croissance : Allemagne (+1,2 %), Italie (+6,6 %), Pays-Bas (+1,8 %), Pologne (+3,1 %)...

Le beurre est également concerné par un développement de sa production. Celle-ci est tirée par

une demande toujours dynamique, que ce soit au sein du marché communautaire ou sur le marché mondial. Il n'y a qu'au mois de juin que le niveau des fabrications de beurre est passé sous celui de 2017 (- 1,7 %). Au total depuis le début de l'année, ce sont 23 600 tonnes de beurre supplémentaires qui ont été produites par l'Union européenne (+ 1,8 %). Si l'Allemagne, 1^{er} producteur de beurre de l'Union européenne, a réduit ses fabrications de 4 900 tonnes (- 1,7 %), la France, l'Irlande et la Pologne (qui occupent la 2^e à la 4^e places) les ont au contraire renforcées (+ 19 000 tonnes pour ces trois pays).

Évolution des fabrications de produits laitiers dans l'Union européenne entre 2017 et 2018



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Les fabrications de poudre sont orientées à la baisse. Celle-ci est relativement récente pour les **poudres de lait écrémé** puisqu'elle date du mois d'avril. Ainsi, sur la période avril-juillet 2018, la production de poudre de lait écrémé a reculé de 5,5 %, ce qui représente 33 400 tonnes de moins que sur avril-juillet 2017. Cette diminution a effacé la hausse des fabrications du 1^{er} trimestre 2018 : en cumul sur sept mois, les volumes sont quasiment stables. L'Allemagne a développé ses fabrications, tout comme la Belgique alors que la France affiche un retrait.

En ce qui concerne la **poudre grasse**, les fabrications enregistrent un recul depuis le début de l'année, qui peut s'expliquer par le choix d'investir la matière grasse du lait dans le beurre et les fromages. En cumul sur sept mois, près de 15 000 tonnes de moins qu'en 2017 ont été fabriquées (- 3,5 %). Parmi les cinq premiers producteurs de poudre grasse européens, seule l'Allemagne a augmenté ses fabrications, de 9 300 tonnes (+ 12,2 %). Les Pays-Bas, la France, le Danemark et la Belgique ont produit à eux quatre 34 500 tonnes de moins que sur les sept premiers mois de 2017.

Le repli des fabrications de **lait liquide conditionné** se confirme au fil des mois et s'établit à - 1,0 % en cumul sur janvier-juillet (- 183,5 milliers de tonnes). La production est limitée par une consommation décroissante sur le marché européen et les moindres possibilités d'exportation par rapport aux produits de commodités. Le phénomène est particulièrement marqué en Allemagne (- 4,0 %), 2^e producteur européen, puisque le pays est responsable de 60 % de la baisse de l'Union européenne.

Une dégradation des exportations de produits laitiers

Les exportations européennes vers pays tiers se sont dégradées pour la plupart des produits laitiers.

C'est notamment le cas des ventes de **beurre**, qui étaient pourtant bien orientées en janvier et février. Malgré la hausse des fabrications, un net décrochage peut être constaté depuis le mois de mars ; il s'est renforcé au fil des mois. Ainsi, entre mars et juillet 2018, le repli des exportations a atteint -29 % (soit - 20 600 tonnes). Parmi les cinq premiers exportateurs, la France, les Pays-Bas et le Danemark ont développé leurs exportations alors que l'Irlande et la Belgique les ont réfrénées. Les trois principaux clients de l'Union européenne, les États-Unis, la Chine et l'Arabie Saoudite, ont importé de moindres volumes de beurre en 2018.

Les exportations de **poudre grasse** sont en repli depuis le mois de janvier et tous les mois, par rapport à 2017 ; en cumul sur janvier-juillet, 32 300 tonnes de moins ont été vendues (- 13,2 %). La baisse des disponibilités est la première raison de ce recul qui concerne la plupart des principaux exportateurs : Pays-Bas (- 16,9 %), Danemark (- 3,9 %), Belgique (- 30,7 %), France (- 33,5 %), Irlande (- 29,5 %). Les importations algériennes ont diminué de près de 60 % (- 28 500 tonnes), le pays s'approvisionnant d'abord auprès de la Nouvelle-Zélande. Mais la perte de ce débouché a été partiellement compensée par un développement des ventes vers Oman (+ 10 700 tonnes, + 44 %), l'Égypte et le Sénégal.

Les exportations de **poudre de lait écrémé** sont en moyenne en baisse de 1,3 % en cumul depuis janvier, en raison de forts replis en mai et juin, alors que les ventes sont reparties à la hausse en juillet. Si les exportations vers les marchés asiatiques sont plutôt en baisse, d'autres régions ont permis d'écouler des volumes de poudre de lait écrémé : Algérie (+ 16,4 %, soit + 13 000 tonnes), Égypte, Nigéria, Yémen...

Les exportations de **fromages** sont en moyenne stables depuis janvier. Les ventes ont reculé vers les États-Unis, la Corée du Sud et l'Arabie Saoudite mais sont nettement reparties à la hausse vers le Japon, dont la demande explose, la Suisse et l'Afrique du Nord (Algérie, Maroc, Égypte, Libye, Tunisie).

Diminution progressive des stocks d'intervention de poudre de lait écrémé

Au cours des trois dernières adjudications, de juillet, août et septembre, 42 885 tonnes de poudre de lait écrémé ont été vendues, sur les 144 300 proposées, soit près de 30 %. C'est lors de l'adjudication du mois d'août que les volumes vendus ont été les plus élevés (31 494 tonnes, soit 49 % des volumes proposés), alors que le prix minimum fixé par la Commission européenne était en hausse : 1 230 €/tonne, comme en septembre. Les volumes, bien que conséquents, semblent trouver des débouchés et ne déséquilibrent pas le marché.

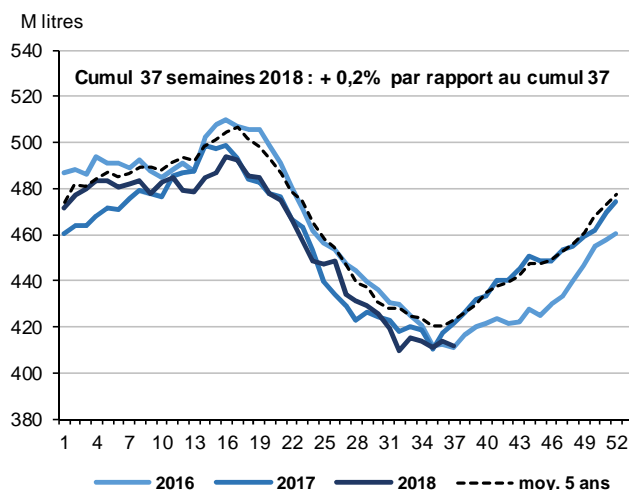
À fin juillet, les stocks d'intervention étaient de 287 880 tonnes (76,3 % des volumes en stocks début janvier 2018). On peut toutefois noter que les stocks de chaque pays diminuent selon des rythmes variables : il en restait par exemple 90 % en France, 73 % en Allemagne et 58 % en Pologne à fin juillet.

Marché français

Un décrochage de la collecte au mois d'août

L'année 2018 est marquée par une succession de conditions météorologiques difficiles. Après les fortes pluies du printemps, l'Est de la France a été touché par la sécheresse qui sévit en Europe depuis le mois de juin et dont les conséquences sur la collecte ont été renforcées par les températures très élevées de l'été. En France, le creux de collecte a été anticipé par rapport aux années précédentes. Sur les semaines 31 à 37 (depuis le mois d'août), le repli comparativement à la même période de 2017 est de 1,2 %. Si la collecte est stable en moyenne depuis le début de l'année, elle reste en net repli par rapport aux années antérieures à 2017 et la tendance pourrait perdurer jusqu'au printemps 2019.

Collecte hebdomadaire française



Source : Sondage hebdomadaire, FranceAgriMer

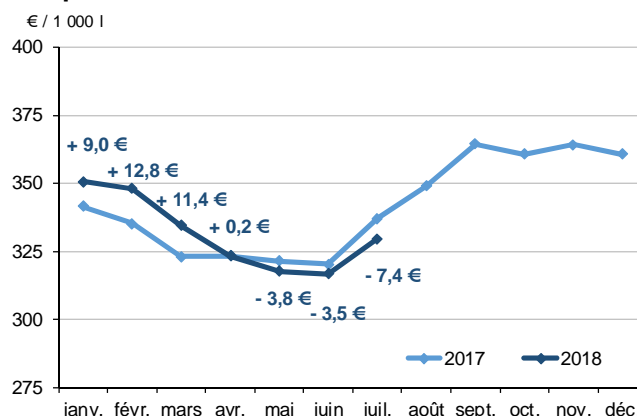
La sécheresse pourrait avoir des effets sur les coûts de productions

Les coûts de production (illustrés par l'indice Ipampa lait de vache de l'Idèle) sont en hausse depuis le milieu de l'année 2017. En cumul sur janvier-juillet, ils ont augmenté de 2,5 % par rapport à 2017. La progression vient à la fois des biens et services d'investissement (+ 3,4 %) mais aussi des biens et services de consommations intermédiaires (+ 2,2 %). Parmi ces derniers, le poste « énergie et lubrifiant » affiche une forte croissance (+ 10,5 %). Celle sur les aliments achetés reste modérée (+ 1,3 %) mais pourrait s'accroître dans les mois à venir : la sécheresse a entraîné une dégradation des récoltes céréalières et fourragères (à l'échelle de l'Union européenne), que ce soit en qualité ou en quantité, qui se traduit par une hausse des prix. Or, les éleveurs laitiers pourraient avoir besoin d'acheter une proportion plus importante de l'alimentation de leurs vaches cet hiver.

Dans le même temps, le prix du lait réel conventionnel payé au producteur est passé sous les niveaux de 2017 depuis le mois de mai, pour tomber à 316,80 €/1 000 l en juin. La tendance baissière constatée depuis janvier s'est inversée en juillet, possiblement en lien avec la remontée des cours du beurre et de la poudre. Cette tendance pourrait se

poursuivre, compte tenu de la baisse de collecte attendue pour la fin de l'année.

Évolution du prix du lait réel conventionnel payé aux producteurs



Source : FranceAgriMer / SSP

Le prix du lait réel conventionnel s'inscrit sur des niveaux inférieurs de 13,20 €/1 000 l (moyenne sur janvier 2017 – juillet 2018) aux prix du lait réel toutes qualités (conventionnel, bio, AOP). L'écart s'est creusé au fil des mois et dépasse 16 € depuis le mois de mai.

Conséquence de l'augmentation des coûts de production et de la dévalorisation du prix du lait, l'indicateur MILC (source Idèle) montre une dégradation de la marge des éleveurs laitiers.

Des fabrications de beurre en hausse, celles de poudre en repli

Sur les 7 mois où les données sont disponibles (source : EML), la collecte de lait de vache est en hausse de 1,4 % et les volumes supplémentaires collectés ont permis de développer les fabrications de beurre (+ 3,5 %), de crème conditionnée (+ 1,4 %) et dans une moindre mesure de fromages (+ 0,8 %). Au contraire, de fortes baisses ont été enregistrées sur la poudre grasse (- 20,7 %), moins de matière grasse étant disponible, la poudre de lait écrémé (- 2,4 %), les produits ultra-frais (- 1,9 %) et le lait conditionné (- 1,0 %). Sur tous ces produits, les fabrications sont tombées à leur plus bas niveau depuis 2014, sur les sept premiers mois de l'année.

La consommation des ménages reste orientée à la baisse

La consommation des ménages est toujours à la peine sur les produits laitiers issus de lait de vache conventionnel d'après les données de Kantar Worldpanel. Sur 36 semaines s'arrêtant au 9 septembre 2018, le repli des quantités achetées se confirme sur le lait de consommation (- 5,2 %), les produits ultra-frais (yaourts - 2,9 %, desserts lactés frais - 3,3 %), le beurre (- 5,2 %), le fromage frais (- 2,8 %) et les fromages (- 2,0 %). On observe en revanche une stabilisation des achats de crème.

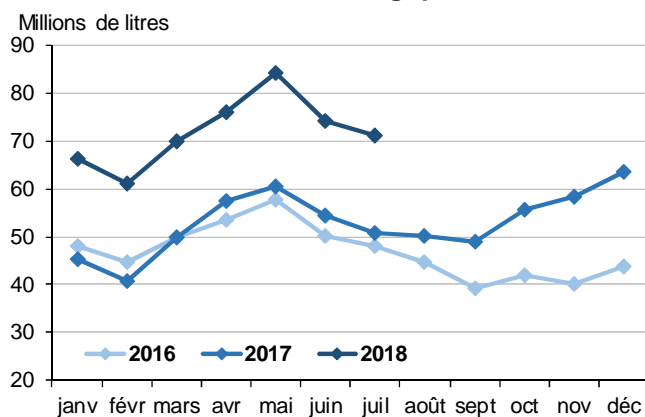
Parallèlement, tous les prix de vente au détail restent orientés à la hausse (sauf pour le fromage frais), notamment le beurre (+ 17,0 %).

Lait biologique

La bonne dynamique de la filière se confirme en France

La hausse du nombre de producteurs de lait de vache biologique semble se stabiliser à + 33 % depuis avril. On compte désormais, en juillet 2018, près de 3 100 éleveurs de lait de vache biologique en France. La conséquence directe est une croissance de la collecte : depuis le début de l'année 2018, les volumes collectés sont en augmentation moyenne de 40 %. Ainsi, en cumul sur les sept premiers mois, 143,2 millions de litres de lait de vache bio supplémentaires ont été produits, soit près de deux fois plus que sur l'année 2017 complète.

Collecte de lait de vache biologique en France



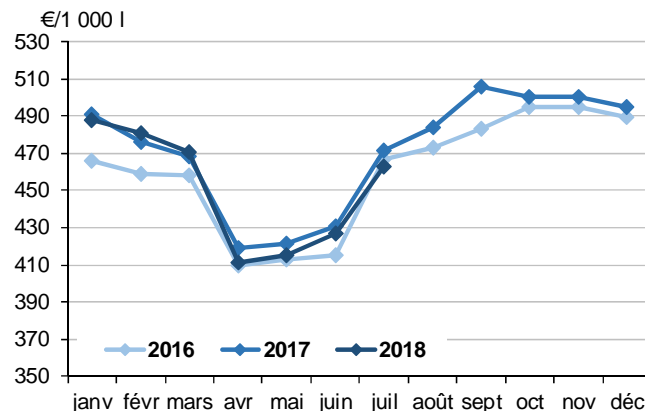
Source : FranceAgriMer

Ces volumes ont permis de développer l'ensemble des fabrications de produits laitiers bio. La hausse est de 3,8 % pour le lait conditionné (+ 6,76 millions de litres), 1^{er} produit laitier bio en termes de volumes fabriqués, grâce à une reprise au mois de juillet (+ 19,9 %) après quelques mois de repli. Les fabrications se sont également intensifiées en juillet pour les autres produits : + 43 % pour les yaourts par rapport à juillet 2017, + 23,5 % pour les desserts lactés frais, + 31,8 % pour la crème, + 51 % pour le beurre, + 65,6 % pour les fromages frais et + 21,9 % pour les autres fromages. En cumul sur janvier-juillet, les fabrications sont en progression, de 6,9 % pour les poudres de lait à + 41 % pour les fromages frais.

Le développement de l'offre ne semble pas déséquilibrer le marché puisque la consommation évolue dans le même sens. En effet, le panel Kantar indique une augmentation des quantités de produits biologiques achetées par les ménages sur les huit premiers mois de l'année, s'étalant de + 10,5 % pour les fromages frais à + 28,7 % pour le beurre. Le beurre biologique représente désormais 5 % des volumes de beurre achetés par les ménages. Pour le lait conditionné, plus gros segment des produits laitiers bio, la part est montée à 8,7 %. La revalorisation des prix au détail de ces produits, hors

fromages frais et desserts lactés frais ne semble pas affecter la consommation des ménages. Le manque de données ne permet pas de quantifier la consommation hors domicile mais la tendance est également haussière.

Évolution du prix du lait réel biologique payé aux producteurs



Source : FranceAgriMer

Le marché des produits laitiers bio affiche un certain équilibre, qui s'observe également dans l'évolution du prix du lait payé au producteur : le prix réel est quasiment stable sur les sept premiers mois (- 0,6 %), mais néanmoins sur des niveaux légèrement inférieurs à ceux de 2017 depuis avril, quand le prix standard est identique à celui de 2017.

La collecte décroche en Autriche mais s'envole en Allemagne et au Danemark

En Allemagne, premier pays producteur de lait de vache bio de l'Union européenne, la collecte poursuit sa progression, même si les hausses sont un peu moins élevées en juin et juillet (+ 21 % contre + 33 % en janvier). En cumul sur sept mois, la collecte atteint 652 millions de litres, soit 133,6 millions de plus que sur la même période de 2017 (+ 25,8 %).

L'évolution est similaire au Danemark, 3^e pays producteur : la collecte de lait de vache bio a progressé de 24,9 % (+ 75,9 millions de litres) pour s'établir à 380,9 millions de litres sur sept mois.

La filière bio autrichienne pâtit de ces hausses de production, notamment celle de l'Allemagne, qui a moins recours aux importations du fait de l'augmentation de ses propres disponibilités. Cette perte de débouchés a déséquilibré la filière bio en Autriche, ce qui s'est traduit, d'une part, par une dévalorisation du prix du lait bio payé au producteur et, d'autre part, par une chute de la collecte : ce sont 66 millions de litres de moins qui ont été collectés sur sept mois (- 21,8 %), pour un volume produit de 236,8 millions de litres, soit le plus bas niveau atteint depuis 2011.

Rédaction : Myriam Ennifar (myriam.ennifar@franceagrimer.fr), unité Élevage / service Analyse économique des filières